

Préfix

Revue interdisciplinaire en études féministes



Hors – numéro Multimix Hiver 2025

Article : « **L'écoféminisme de la Marche mondiale des femmes au Québec, une progression en cinq temps** »

Raby Julie. Évaluation par les pairs : Isabelle Courcy, Laurie Gagnon-Bouchard et Elsa Galerand. Révision: Marie-Noëlle Huet

Mots clés : écoféminisme, mouvement des femmes au Québec, marche mondiale des femmes, sociologie

Pour citer cet article

Raby, Julie, 2025, « L'écoféminisme de la Marche mondiale des femmes au Québec, une progression en cinq temps », *Revue Préfix, MutitmiX Hiver 2025*, Version en ligne:

https://revues.uqam.ca/prefix/multimix/ecofeminisme_raby_julie/

ISSN 2818-0704

Ce travail est sous une licence [CC BY-NC-ND 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

Résumé : Cet article examine l'intégration des enjeux écologiques dans les discours de la Marche mondiale des femmes et des États généraux de l'action et de l'analyse féministes du mouvement des femmes au Québec entre 2000 et 2020. Seize sources documentaires ayant soutenu la progression des considérations environnementales ont été analysées au regard de l'écoféminisme de Casselot (2015) et de Salleh (2016). Cinq périodes y sont distinguées et rendent compte de l'évolution de ces discours.

Dans une étude portant sur l'intégration du genre dans la lutte aux changements climatiques au Québec, Rochette, Gramme et Lavigne Lebuis (2013) pointent l'absence d'un corpus empirique expliquant le rapport des Québécoises aux enjeux environnementaux comme un des obstacles à la convergence des luttes environnementales et féministes. Les rendez-vous quinquennaux de la Marche mondiale des femmes (MMF) ayant formulé des propositions pour la défense du droit à un environnement sain (CQMMF, 2010) offrent cependant une contribution féministe au regard des enjeux environnementaux. De même, les États généraux de l'action et de l'analyse féministes (ÉG), en positionnant l'environnement au cœur de leur projet politique, montrent également l'intérêt grandissant des féministes pour les considérations environnementales. Puisant à même les productions militantes entourant ces événements, nous proposons une périodisation d'un discours écoféministe au Québec.

En 1971, la Fédération des femmes du Québec réclame un ministère de l'environnement pour agir contre la pollution (CQMMF, 2010). C'est par la suite au début des années 1990 que l'on repère les traces d'activités militantes mettant explicitement en relation des questions dites « écologistes » et celles qui sont réputées « féministes ». Après le colloque « Écologie, femme et politique; la nouvelle pensée féministe écologiste » organisé en 1990 par Les Ami-e-s de la Terre (Casselot, 2017), le Forum de « Pour un Québec féminin pluriel » de 1992, s'attarde également à porter une analyse féministe du développement durable. Ce dernier figure alors comme un principe fondamental d'un projet de société féministe et comprend notamment la lutte au gaspillage des ressources et à la surconsommation ainsi que la prise en compte de ses effets sur l'avenir des régions. La conservation des ressources et la sauvegarde de la nature est mise de l'avant, de même qu'une production économique déterminée par la réponse aux besoins de la population.

Les réflexions issues de ces deux événements seront toutefois faiblement réinvesties par les organisations qui composent le mouvement des femmes. Font exception à ce constat deux organisations situant leur mission à l'intersection de ces luttes : Action cancer du sein du Québec et le Réseau des femmes en environnement, créés respectivement en 1992 et en 2000. Ils ont pour mission de soutenir la réflexion et la prise en compte de la participation des femmes sur les enjeux d'environnement, notamment en matière de santé.

Il faut attendre l'impulsion des rendez-vous ponctuels des grandes marches mondiales des femmes¹ (2000, 2005, 2010 et 2015, 2020), pour voir les enjeux écologiques se tailler graduellement une

¹ Au Québec, la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF) est composée de 25 organisations nationales issues des mouvements syndicaux, des groupes de femmes et des groupes de défense des droits et de 17 regroupements régionaux, pour la plupart des tables régionales de groupes de femmes. Jusqu'en 2016, la CQMMF était sous le leadership de la FFQ. En 2018, la CQMMF s'est constituée en organisme autonome. Pour chacune des actions de la MMF, des documents d'analyse présentent l'argumentaire des revendications et selon les modalités d'actions, des outils en soutien à la mobilisation et à l'éducation.

place et pour que l'écologie s'invite explicitement au sein du projet politique des féministes québécoises, comme un « nouveau » terrain de lutte (Dufour, 2012).

Cette intégration se manifeste notamment dans le cadre du rendez-vous de 2015, quand la MMF appelle à l'action en faisant les liens entre l'oppression des femmes et l'exploitation de l'environnement avec le slogan « Libérons nos corps, notre terre et nos territoires ».

De même, un appel à repenser les conceptions de l'économie sera central à la démarche des États généraux de l'action et de l'analyse féministes (2011-2013). Initiés par la Fédération des femmes du Québec (FFQ), les EG constituent une vaste démarche participative et programmatique. À l'instar du Forum « Pour un Québec féminin pluriel », tenu en 1992, cet exercice consistait à identifier les grandes orientations susceptibles de mobiliser les féministes. En définissant le projet féministe comme un projet de « lutte contre toute forme de domination, d'inégalités et de privilèges entre les hommes et les femmes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples », la démarche des EG esquisse un projet féministe de société et entend explorer les possibilités de convergence des luttes. Dans ce contexte, la FFQ pose alors le féminisme et l'écologie comme les vecteurs de transition vers une nouvelle économie (FFQ, 2013, p. 46). Ainsi, l'« écoféminisme » pourrait se définir comme l'alliance stratégique entre la conception égalitaire de la société féministe et la nécessaire révolution économique environnementale.

De manière ponctuelle, des demandes éco-féministes² et des luttes conjointes entre féministes et écologistes s'observent contre l'industrie extractiviste (CQMMF, 2015d), autour de la transition énergétique via la coalition du Front commun pour la transition énergétique³, de même qu'autour de la réforme de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, sans pour autant que l'on puisse proclamer une convergence des luttes.

Enfin, au moment de mener notre étude (Raby, 2022), quatre organisations féministes provinciales avaient signé la Déclaration pour une justice climatique féministe de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)⁴; sous l'égide du mouvement citoyen de « La planète s'invite au parlement »⁵, l'R des centres de femmes du Québec (regroupement provincial des centres de femmes) invoque l'injustice sexiste de la crise climatique pour mobiliser dans le cadre des rassemblements de la grève mondiale pour le climat en 2019⁶; enfin, la plateforme électorale fédérale 2019 de la coalition féministe du G13 demande une analyse différenciée selon les sexes sur la mesure des impacts des changements climatiques⁷. Depuis les discours et actions écoféministes se sont déployées, notamment dans le cadre de la réforme de la Loi canadienne de

² Nous utilisons ici le trait d'union afin de distinguer l'écoféminisme comme courant théorique de pensée, d'un féminisme écologique où des groupes de femmes se préoccupent d'enjeux environnementaux.

³ Le Front commun pour la transition énergétique est né en 2015 et compte à ce jour au sein de son membership, la Coalition québécoise de la Marche mondiale des femmes de même que quatre organisations du mouvement des femmes (L'R des centres de femmes, Mères au front, Mur des femmes contre les oléoducs et le Réseau des femmes en environnement). <https://www.pourlatransitionenergetique.org/>

⁴ <https://aqoci.qc.ca/pour-une-justice-climatique-feministe/>

⁵ https://praxis.encommun.io/n/Xt2nJxA_TwbeKhXwiWIUSA4NujE/

⁶ Des vignettes réfèrent notamment à Simone de Beauvoir, Silvia Federici et Vandana Shiva.

<https://www.facebook.com/LRdesCentresDeFemmesQc/photos/a.131946610208294/2455926807810251/?type=3&theater> Manifestation du 27 septembre 2019 lors du passage de Greta Thunberg et de la Grève mondiale pour le climat où un demi-million de personnes ont défilé dans les rues de Montréal.

⁷ <https://rcentres.qc.ca/wp-content/uploads/2019/10/outil-elections2019-G13.pdf>

l'Environnement⁸, via les actions des Mères au front à l'endroit du développement énergétique du Québec ou encore sous l'égide du Front commun pour la transition énergétique au Québec.

Cet article examine l'intégration des enjeux écologiques dans les discours de la Marche mondiale des femmes et des États généraux de l'action et de l'analyse féministes du mouvement des femmes au Québec entre 2000 et 2020. Dans un premier temps, je présente une brève revue de la littérature sur le thème de la rencontre entre féminisme et écologie. Dans un second temps, je précise la définition de l'écoféminisme et la méthodologie qui a présidé à l'analyse des discours. Enfin, j'expose les différents registres repérés dans ces discours pour en proposer une périodisation et ce qui s'en dégage.

1. Féminisme et écologie : des rendez-vous manqués et des luttes séparées?

Selon les chercheuses qui s'y intéressent, la perspective écoféministe semble encore marginale et faiblement mobilisée par le mouvement des femmes au Québec, tant sur le plan théorique (Casselot, 2015) que par les organisations qui s'en réclament (Rochette *et al.*, 2013).

Le cloisonnement des analyses et des discours écologiques et féministes est abondamment relevé par des économistes qui en appellent à la convergence disciplinaire pour s'affranchir des obstacles à l'actuelle dévalorisation du travail des femmes et des ressources naturelles (Bauhardt, 2014; Dengler et Strunck, 2017; Perkins, 2007). Gendron (2014) avance ainsi que c'est autant dans le processus de conceptualisation de l'économie que dans l'appropriation sociale de la crise environnementale qu'il faut explorer les questionnements soulevés par ce cloisonnement.

Rochette *et al.*, (2013) pointent à cet effet un vide empirique en ce qui a trait à une perspective genrée des changements climatiques dans les pays occidentaux. Elles soulignent le manque de connaissances accessibles et un manque de ressources déploré par les groupes de femmes. En contexte de restriction financière, les groupes de femmes choisissent de prioriser leur mission première, voyant la question des changements climatiques comme une dimension secondaire au regard de leurs activités et, inversement, les groupes environnementaux secondarisent la question du genre. Les féministes constatent également l'effet rebutant d'un cadrage technoscientifique des discours publics sur les changements climatiques qui les rendent plus ou moins accessibles.

Sur ce cadrage des discours, les analyses de Rochette *et al.* (2013) rejoignent la perspective critique de l'écologisme des pauvres (Martinez-Alier, 2012) et celle d'une dépossession écologique des classes populaires avancée par Comby (2015). Ces auteurs démontrent que les problèmes écologiques étant complexes et multidisciplinaires, leur résolution est bien souvent entre les mains d'experts scientifiques qui sont ainsi en mesure d'imposer une seule lecture et problématisation de l'utilisation des ressources.

À la suite de Bretherton (1998, cité dans Gramme, 2016), Gramme soutient pour sa part que dans les recherches portant sur les changements climatiques, les femmes sont alternativement pensées tantôt comme une source du problème sur le plan de la consommation et de la procréation, soit comme des victimes paradigmatiques du fait qu'elles sont généralement plus pauvres, ou encore comme des sauveuses en vertu de leur rôle prépondérant dans les achats au sein des ménages ou

⁸https://acsqc.ca/sites/default/files/lettrelcepe_minenv_sante_groupesfemmessantequebec_28jan2022.pdf

de leur connaissance particulière de l'environnement. Gramme conclut que ces représentations participent à reproduire les rapports sociaux de sexe tout en étant déconnectées de leur réalité, enferment les femmes dans la nature en présument qu'elles constituent un groupe biologique, les maintiennent dans un statut d'objets plutôt que de les envisager comme des sujets acteurs de la lutte aux changements climatiques.

À en croire les recherches académiques disponibles, l'histoire du féminisme et de l'écologie serait essentiellement faite de rendez-vous manqués jusqu'ici. Pourtant, peu de travaux ont examiné le rapport des militantes féministes québécoises aux enjeux environnementaux. De même les pratiques et analyses écoféministes issues des organisations militantes et pouvant constituer un corpus empirique pertinent n'ont pas encore été étudiées (Rochette *et al.*, 2013). Or, les dernières années ont permis d'observer les signes d'une considération grandissante des luttes féministes sur les questions environnementales. Voyons un peu plus en quoi il s'agit d'un nouveau terrain de lutte (Dufour, 2012) et en quoi ces actions participent d'un écoféminisme propre au Québec.

2. Quelques mots sur la définition de l'écoféminisme et sur la méthodologie

Suivant ces définitions les plus courantes, l'écoféminisme regroupe une diversité d'expressions et de propositions théoriques, philosophiques et théologiques (Cook, 2016) cherchant des voies de connexion entre environnementalisme et féminisme. La variété des déclinaisons de ce courant contribue à nourrir la controverse (Burgart Goutal, 2017; Casselot et Lefebvre-Faucher, 2017) si bien que ce concept est faiblement opératoire. Pour les fins de notre étude, nous avons retenu les acceptions larges formulées par Casselot (2015) et Salleh (2016). La première propose de penser l'écoféminisme comme « l'ensemble des pratiques et théories féministes analysant les liens historiques, politiques, éthiques et symboliques entre l'oppression des femmes et l'oppression de la nature » (2015, p. 1). La seconde propose quant à elle un accent sur les actions : « ce terme (écoféministe) s'applique à un homme ou à une femme dont les actions politiques défendent la thèse selon laquelle la domination de la nature et celle des femmes sont interconnectées » (2016, p. 352).

Outre l'idée centrale d'une domination des femmes et de la nature, d'autres éléments caractérisent les conceptions écoféministes. D'une part, celui d'un rapport à la nature conçu comme un milieu de vie (Di Chiro, citée par Haché, 2016; Larrère, 2015; Laugier, Falquet et Molinier, 2015) culturellement et géographiquement situé et où se joue la confrontation des différents intérêts. D'autre part, l'idée d'interdépendance où le souci de l'autre (*care*) inclut la nature. Ainsi l'écoféminisme suppose une éthique environnementale à l'égard d'une « nature matérielle dont nous faisons partie, avec laquelle nous sommes en relations d'interdépendance, et dont nous sommes à la fois responsables et agents de transformation » (Salleh, 1997; Laugier, 2015, p. 148; Laugier, Falquet et Molinier, 2015). Alors que le travail de *care* consiste à « maintenir, perpétuer et réparer notre “monde” de sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible » (Tronto, 2009, p. 13), ce travail « d'entretien » et de perpétuation du monde est, comme le soulignent Salleh (2010, cité dans Blanchard, 2017) et Larrère (2012), un travail de protection déjà à l'œuvre, principalement dévolu aux femmes et invisibilisé. En somme, tout enjeu environnemental en est un de reproduction sociale des sociétés (Mies et Shiva, 1998; Salleh, 1997; Di Chiro, 2008; Haché, 2016).

Méthodologie

Afin d'étudier le développement d'un discours écoféministe dans la production militante de la (MMF) et des (EG), nous avons constitué un corpus des documents de mobilisation produits pour ces différents rassemblements québécois organisés depuis 2003. Ces documents (communiqués, outils d'éducation et de mobilisation), accessibles en ligne, ont été consultés au printemps 2020, principalement via les sites de la Fédération des femmes du Québec et du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF aujourd'hui appelé CoSavoir).

Le corpus a été soumis à une analyse thématique consistant à repérer les énoncés comprenant les catégories suivantes : économie féministe, écologie-environnement, écoféminisme, *care* ou soins. Ainsi, en partant des conceptions théoriques mobilisées, nous avons répertorié, dans les seize documents retenus, les affirmations pouvant être associées à l'une ou l'autre de ces catégories. Cette recension débute avec la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité* en vertu de son caractère déclaratoire du projet féministe de la MMF. Ainsi, entre 2003 et 2020, 12 sources documentaires de la MMF ont été analysées. Pour la démarche des EG, quatre documents ont été traités, soit le rapport du comité de la Table du bien commun, les cahiers des participantes (2012, 2013) et le rapport de bilan des EG. À travers ces documents, nous avons prêté attention aux discours et aux manières de faire référence aux questions économiques et environnementales.

Présentation des sources documentaires analysées

Type de document (année)	Objet	Auteur	Sources
Outil de mobilisation des coalitions nationales de la Marche mondiale des femmes (septembre 2003)	Présentation des orientations président la rédaction de la Charte mondiale des femmes pour l'Humanité.	Comité international de la MMF	https://sisyphe.org/spip.php?article627
Déclaration (décembre 2004)	Texte de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité	Comité international de la MMF	https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_MONTREALISES_FR/MEDIA/DOCUMENTS/Charte_mondiale_des_femmes_pour_humanite.pdf
Outil de mobilisation (mars 2010)	Communiqué de lancement de la MMF 2010	FFQ	http://cdeacf.ca/actualite/2010/01/29/appe-l-action-internationale-tant-toutes-femmes-ne-seront
Outil pédagogique (août 2010)	Guide d'animation pour sensibiliser les jeunes à la MMF 2010	Comité de condition féminine de la Centrale des syndicats du Québec	https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3748013
Outil pédagogique (août 2010)	Champs d'action "bien commun" et accès aux ressources	Coordination du Québec de la MMF	N'est plus disponible en ligne
Outil pédagogique (2015)	Outil d'éducation en vue de la MMF 2015 – Libérons nos corps, nos terres, nos territoires	Comité d'éducation populaire de la Coordination du Québec de la MMF	https://cdeacf.ca/sites/default/files/editor/outil_education_populaire_mmf_2015.pdf
Outil pédagogique (novembre 2014)	Texte de réflexion pour la MMF 2015	Coordination du Québec de la MMF	https://cdeacf.ca/sites/default/files/editor/texte_de_reflexion_mmf_2015.pdf
Outil pédagogique (novembre 2014)	Appel à la résistance	Coordination du Québec de la MMF	https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/mmfqc/pages/28/attachments/original/1425061468/Appel_a_la_resistance_MMF-Novembre_2014.pdf?1425061468
Outil pédagogique/guide	Document d'appui pour l'organisation des actions	Coordination du Québec de la MMF	https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/mmfqc/pages/189/attachments/original/1430792563/

	régionales à l'automne 2015		Guide_pour_organisation_des_actions_MMF_2015_-_FINAL.pdf?1430792563
Outil de mobilisation (mars 2015)	Communiqué Lancement de la caravane des femmes	Coordination du Québec de la MMF	https://www.newswire.ca/fr/news-releases/marche-mondiale-des-femmes---4000-km-pour-construire-des-resistances-et-des-solidarites-feministes-528869291.html
Outil pédagogique (2020)	Cahier de revendication de la MMF 2020	Coordination du Québec de la MMF	https://cdeacf.ca/sites/default/files/editor/cahier_de_revendications.pdf
Outil pédagogique (2020)	Présentation du champ d'action "bien commun"	Comité international de la MMF	https://marchemondiale.org/index.php/action-areas/bien-commun-et-services-publics/?lang=fr
EG. Outil d'éducation (2013)	Bien commun	Comité de la Table du bien commun	N'est plus disponible en ligne
EG. Bilan (2013)	Bilan des EG	Comité d'orientation des EG FFQ	https://cdeacf.ca/actualite/2013/11/19/etats-generaux-laction-lanalyse-feministes-mission-accomplie
EG. Outil de mobilisation (2012)	Cahier de participation	Comité d'orientation des EG FFQ	https://biblio.co-savoir.ca/cgi-bin/koha/opac-detail.pl?biblionumber=212496
EG. Outil de mobilisation (2013)	Cahier du Forum des EG	Comité d'orientation des EG FFQ	N'est plus disponible en ligne

Les cinq temps écoféministes de la Marche mondiale des femmes et des États généraux féministes au Québec.

Partant d'une définition extensive voulant que l'écoféminisme concerne « l'ensemble des pratiques et théories féministes analysant les liens historiques, politiques, éthiques et symboliques entre l'oppression des femmes et l'oppression de la nature » (Casselot, 2015), nous avons repéré cinq moments d'articulation écoféministe au sein des sources documentaires analysées.

Le premier moment : l'inspiration écoféministe pour dénoncer la marchandisation des ressources naturelles

Galvanisées par la mondialisation des solidarités créée par la première Marche mondiale des femmes en 2000, les coalitions nationales élaborent la Charte mondiale des femmes pour l'humanité (2005). Cet acte déclaratoire et le rassemblement de 2010 mobilisent le langage du droit international pour réclamer le droit à un environnement sain et la souveraineté des communautés sur l'utilisation des ressources territoriales, dénoncer la marchandisation de l'eau et penser les ressources naturelles comme des biens et services publics nécessaires à la vie devant être accessibles de manière équitable (MMF, 2004, p. 3). Afin d'introduire la défense du droit à l'eau, objet inhabituel des luttes féministes au Québec, on incite à puiser aux approches écoféministes pour associer la défense des femmes et de la nature et relier des analyses féministes aux luttes écologistes. Cette brève et seule mention explicite à l'écoféminisme avance qu'une même logique patriarcale d'appropriation du corps des femmes et de la nature permet une telle marchandisation du monde :

Non seulement les femmes doivent-elles reprendre en main la propriété de leur corps, mais elles doivent relier la lutte pour leurs droits à celle de la défense de la nature. Aujourd'hui, il est devenu incontournable de relier les analyses et revendications féministes à celles développées par les mouvements écologistes. (CQMMF, 2010, p.11)

Le deuxième moment : l'injustice environnementale et l'éthique du *care*

Les revendications de la MMF 2010 s'articulent autour des quatre champs d'action que sont : le bien commun, incluant des thèmes tels que la lutte contre la privatisation de la nature et des services publics; la défense de la souveraineté alimentaire; la paix et la démilitarisation; le travail des femmes et la violence.

Au Québec, les revendications relatives au bien commun portent sur le refus de la privatisation des services publics incluant l'eau et l'énergie éolienne⁹. Ainsi, on réclame la nationalisation de l'énergie éolienne et l'exclusion de l'eau des accords de l'ALENA¹⁰. La formulation de ces revendications répond à une conjoncture politique où l'État recourt à des partenariats public-privé comme modalités de gestion des services publics. Cette nouvelle gestion publique introduit un accroissement de la tarification qui creuse les inégalités et affecte particulièrement les femmes.

Une telle conception du bien commun incluant les ressources naturelles rejoint les conceptions extensives de la reproduction sociale telle que soumise par Di Chiro :

[...] le travail de soins, ayant trait aux activités de maintenance de la vie quotidienne telles que la production alimentaire, l'accès à l'eau, les soins aux animaux et aux personnes vulnérables (enfants, aînés, malades), l'entretien ménager, la gestion des déchets, la protection de l'eau, de l'air, des sols et de la biodiversité, doit être fondamentalement interprété comme un travail de changement environnemental et vice versa. (Di Chiro, 2019, p. 207, traduction libre).

Dans le cas précis, la privatisation de ce service constitue une atteinte au droit à l'eau pour tous et toutes et ce, de manière particulièrement criante pour les communautés autochtones. La situation de trois communautés est citée pour souligner le manque de réseaux d'aqueduc, ce qui met en jeu la santé de communautés entières exposées à des sources d'eau contaminées. On réfère alors aux perspectives écoféministes pour introduire les liens entre l'appropriation du corps des femmes et de la nature comme relevant d'une même logique patriarcale et l'on invite à relier la défense des droits des femmes à celle de la défense de la nature.

Non seulement les femmes doivent-elles reprendre en mains la propriété de leur corps, mais elles doivent relier la lutte pour leurs droits à celle pour la défense de la nature. Aujourd'hui, il est devenu incontournable de relier les analyses et revendications féministes à celles développées par les mouvements écologistes. (CQMMF, 2010, p. 11)

⁹ Nous revendiquons la fin de la privatisation des services publics et du bien commun – santé, éducation, eau, énergie éolienne – et nous opposons à toute augmentation des tarifs de ces services ». Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes [CQMMF]. (2010). *En 2010, Ça va marcher*. Champs d'action bien commun et accès aux ressources. CQMMF (2010, p. 1).

¹⁰ Pour un rapport exhaustif des revendications et des réponses gouvernementales obtenues entre 1995 et 2011, voir la Trousse d'outils des États généraux de l'action et de l'analyse féministe (2011). <https://ftq.qc.ca/wp-content/uploads/sites/13/ftqimport/2622.pdf>

De manière plus spécifique, on fera état d'une réglementation déficiente mettant à risque l'équilibre et la pérennité des écosystèmes aquatiques au bénéfice de l'économie. Les inégalités d'accès à l'eau potable et une réglementation favorable à sa marchandisation sont retenues comme des obstacles d'un droit à l'eau « comme condition préalable à la réalisation des autres droits de l'homme » (CQMMF, 2010, p. 12).

En somme, ce deuxième moment d'articulation écoféministe rappelle l'éthique du *care*. Les liens d'interdépendance entre les visées économiques et écologiques du développement des communautés, à peine exposés, introduisent une perspective de subsistance des écosystèmes où le souci pour autrui inclut la nature et une responsabilité à l'endroit des générations futures (Laugier, 2015 ; Merchant, 1981). Cette conception s'inscrit en continuité avec l'idée de développement viable où la préservation des écosystèmes s'accorde à un principe d'équité intergénérationnelle (Falquet, 2002).

Le troisième moment : la construction d'une économie écologique féministe dans le cadre des États généraux

La démarche des EG délaisse le discours des droits et positionne l'économie écologique féministe comme une orientation stratégique. Les luttes pour l'égalité et le respect de l'environnement doivent dorénavant être pensées mutuellement. Les productions entourant cette rencontre permettent de revisiter le concept de bien commun selon deux approches distinctes, soit à partir d'une critique de la division sexuelle du travail et d'une analyse rétrospective de l'exploitation économique des ressources naturelles du Québec. L'un des chantiers de travail de cette démarche (Table du bien commun) conclut que l'État, par un pillage croissant des ressources minières, forestières et hydroélectriques, soutenues par des politiques provinciales, échoue à orchestrer un développement qui soit viable pour les générations à venir.

À l'issue de cette réflexion, la référence au concept de bien-être sera finalement préférée à la notion de bien commun alors que le bien commun s'inscrit dans un imaginaire de la propriété et constitue un privilège dont plusieurs femmes sont encore privées. Les autrices du rapport s'interrogent; se référer au bien commun permet-il de contester le discours économique dominant ou de le légitimer ? Au cours de cette réflexion, il est proposé de considérer le travail non rémunéré des femmes sous l'égide du bien commun, ce dernier compris comme « ce qui est souhaitable du point de vue de la collectivité » (EG, 2013, p.5). Suivant cette avenue, le travail « domestique » et de soins aux personnes, le travail communautaire et celui de la protection de la nature seraient compris comme un bien commun. Toutefois, au terme d'une rétrospective des politiques environnementales à l'aune du bien commun, le rapport conclut à l'échec de la protection des ressources par les États.

« Ce qu'on évoquait il y a 20 ans comme la dégradation des forêts, des terres agricoles, de l'eau et de l'air est maintenant une réalité. » (EG, 2013, p.63)

En vertu de ces constats, la Table du bien commun recommande que le mouvement féministe se réapproprie le discours sur l'écologie et contribue à sa vulgarisation, qu'il s'oppose à l'exploitation du gaz de schiste et le développement pétrolier, et défende les investissements vers des énergies renouvelables. En ce qui a trait à l'utilisation du concept de bien commun, la Table recommande d'opter plutôt pour celui de bien-être, ce dernier permettant de respecter la diversité des peuples, des personnes et la biodiversité. Elle propose que le mouvement féministe élabore un plan de développement du Québec orienté par le bien-être, la justice sociale, économique et

environnementale, le droit à l'autodétermination des peuples autochtones et des rapports de nation à nation entre allochtones et autochtones. Enfin, le comité de travail appelle les féministes à critiquer la croissance et tout système économique qui déconsidère les différentes formes de vie sur Terre et à promouvoir un plan de transition qui « permette aux travailleuses et travailleurs de passer d'un type d'économie de production associée au détriment du bien-être vers un autre modèle » (EG, 2013, p. 73).

Placer l'écologie au centre de l'analyse économique féministe consisterait ainsi à reconnaître et à valoriser les contributions non salariées des femmes et à collectiviser la prise en charge des soins pour attaquer la division sexuelle du travail, miser sur la préservation des ressources naturelles en ayant pour cible la souveraineté alimentaire et les énergies renouvelables, reconnaître le droit au consentement des peuples autochtones, soutenir la transition et avancer une réflexion sur la décroissance.

Rejoignant les prérogatives de l'économie écologiste féministe de Perkins (2001) et en s'appuyant sur la pensée de Federici (2004, p. 14, chapitre des sources documentaires), l'analyse des EG se caractérise par son insistance sur les aspects suivants : une conception de l'économie centrée sur le foyer privé et sur la communauté et partant du travail non rémunéré, la pertinence des techniques de production en adéquation avec leur contexte social et écologique, le critère de soutenabilité et la prise en compte de l'engagement communautaire dans les processus sociaux de changement. De même, faisant référence aux prémisses des philosophies écoféministes (Casselot, 2015; Laugier, 2015), ce rapport en appelle à renverser la hiérarchie des valeurs guidant nos modes d'organisation. Il s'agirait ainsi de réclamer (*reclaim*), à l'instar de Di Chiro (2019; Mies, 1998; Salleh, 2016), que le travail des soins quotidiens propres à nos subsistances ne soit plus invisible, privatisé et accompli gratuitement par les femmes, les populations racisées et immigrantes et les groupes marginalisés, mais soit dorénavant reconnu comme étant au centre de nos modes d'organisation économique.

Le quatrième moment : l'appropriation des corps et de la nature de la Marche mondiale de 2015

« Le thème de la MMF 2015, *Libérons nos corps, notre Terre et nos territoires*, a été inspiré par les femmes guatémaltèques qui allient dans leurs luttes pour la libération des femmes, l'idée du bien-vivre et de la défense de la Terre » (CQMMF, 2015c, p. 1). La CQMMF invite les individus à se mobiliser pour résister au capitalisme, au patriarcat et au colonialisme afin de créer des rapports plus égalitaires entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples (CQMMF, 2014). « Nous serons le sable dans l'engrenage du patriarcat, du capitalisme et du colonialisme » (CQMMF, 2015c, p. 1).

À l'instar des Guatémaltèques, les actions québécoises de la MMF 2015 s'inscrivent dans la lutte contre le développement extractiviste incarné par le projet du Plan Nord¹¹. Ce type de développement est associé à l'accroissement des divisions sexuelles du travail et jugé nuisible à la santé de l'environnement et des communautés.

« Nous nous élevons contre la course à l'extraction minière, au forage, au transport et à l'exploration des hydrocarbures et leur impact sur nos cours d'eau et sur nos communautés. Nous défendons le droit au consentement

¹¹ Grand projet gouvernemental de développement minier du Nord du Québec.

libre et éclairé des premiers peuples sur ces territoires ancestraux non cédés ». (CQMMF, 2014, p. 6)

Les propositions pédagogiques en appui à la mobilisation cherchent alors à faire jaillir les interactions possibles entre les violences subies par les femmes et exercées sur les territoires et les écosystèmes. L'argumentaire de la MMF 2015 fait valoir que le travail de soins, nécessaire au développement des collectivités, demeure dévalorisé par les priorités économiques gouvernementales, privilégiant une fois de plus les secteurs d'emploi majoritairement masculins. Une telle analyse appuyée par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), montre en effet que les mesures de relance économiques ont d'abord favorisé les hommes, alors que les mesures d'austérité dans la révision des services publics ont surtout affecté les femmes¹².

Ainsi, la critique du développement extractiviste du Plan Nord s'appuie sur la division sexuelle du travail, soit le principe de séparation (travail d'homme / travail de femme) et le principe de hiérarchie (un travail d'homme « vaut » plus qu'un travail de femme). Elle rejoint également l'idée de dette incarnée proposée par Salleh (2012). Ce concept entend rendre compte de la valeur métabolique des corps mobilisés dans le travail de soin et de reproduction sociale. Ariel Salleh parle ainsi de dette sociale à l'endroit des générations futures, de dette écologique pour la détérioration des ressources et de dette incarnée qui sont mutuellement contractées dans la production de marchandises¹³. En somme, suivant les analyses matérialistes d'une appropriation du travail et des corps des femmes, la MMF 2015 rappelle que les femmes paient fort le prix de leur santé d'un travail de soin considéré comme gratuit. « Ce travail est gratuit pour la société mais ne l'est pas pour les femmes en affectant leur temps, leur bien-être, leur santé et leur autonomie économique » (CQMMF, 2014, p. 4).

Le cinquième moment : la Marche mondiale des femmes 2020, l'urgence climatique et la justice redistributive

Sous le thème « *Résistons pour vivre, marchons pour transformer* » la MMF 2020 prend la destruction environnementale comme un axe d'intervention politique incontournable en posant l'extinction massive des espèces et les changements climatiques, comme un enjeu de justice. Ce choix forcera dorénavant à concevoir les luttes féministes internationales à l'aune des enjeux environnementaux.

Cette fois, l'urgence climatique est campée comme un problème de distribution inégale du pouvoir, rendue possible par la complicité des logiques imbriquées d'un capitalisme patriarcal et colonialiste. Le réchauffement de la Terre est attribué à la surexploitation de la nature et des humains au nom d'une croissance sans fin et de la concentration des richesses.

La crise climatique et d'extinction massive des espèces doit être abordée comme un problème social complexe dont l'enjeu central est la distribution inégale du pouvoir, et qui doit être compris à travers une analyse féministe intersectionnelle capable de rendre compte de cette complexité. (CQMMF, 2020, p.7)

¹² Asselin, M., Pelchat, M. (2020) Une brève histoire de la marche mondiale des femmes. Intersyndicale des femmes.

¹³ Moreno, Tica (2023) Écoféminisme Matérialiste; Entretien avec Ariel Salleh. *Capire.*, avril 2023.
<https://capiremov.org/fr/entrevue/ecofeminisme-materialiste-entretien-avec-ariel-salleh/>

La CQMMF appelle à une transition écologique orientée par la régénération des ressources et soumet la revendication suivante :

Dans la perspective d'une transition écologique porteuse de justice sociale, nous exigeons du gouvernement qu'il mette en place des mesures d'accès à l'eau potable ainsi qu'à une alimentation de qualité à un prix accessible en adoptant une agriculture de proximité intégrant des principes de l'agroécologie et d'économie circulaire. (CQMMF, 2020, p.7)

Il est alors moins question de division du travail et d'appropriation du travail et des corps mais plus d'injustice de redistribution. Ainsi, les inégalités provoquent des injustices environnementales auprès de groupes particulièrement marginalisés, dont les femmes et les communautés autochtones, pour qui l'accès à l'eau potable constitue encore un enjeu. Le travail gratuit des femmes et celui de soins ne sont pas mis en interaction avec la destruction de la nature ni mobilisés dans les pistes de solution. La nature devient un nouvel objet de la lutte des féministes puisque, selon les prérogatives d'interdépendance et reprenant des référents autochtones, « quand la Terre souffre, les peuples souffrent aussi » (CQMMF, 2020, p. 7). La revendication met de l'avant une alternative économique qui articule la justice sociale et l'idée d'interdépendance entre les humains et la nature.

À l'instar des travaux de Merchant (1981), s'exprime à nouveau une éthique environnementale où le soin pour autrui inclut la nature et constitue un moteur d'action. Ainsi, c'est le principe d'interdépendance humains/non-humains qui est réitéré, et le fait que les inégalités croissantes et la concentration des pouvoirs privent des populations entières des décisions qui les concernent et les affectent.

Pour conclure provisoirement

Cette synthèse offre un aperçu du cheminement par lequel les questions environnementales ont été mises de l'avant par des féministes du Québec entre 2000 et 2020. Ainsi, qu'il s'agisse de traiter de développement viable (1992) ou de bien-être (2013), la critique féministe de l'économie suppose la satisfaction des besoins humains et la préservation des ressources. Une seule mention explicite au concept écoféministe (CQMMF, 2010) a été repérée au cours de cette revue documentaire rappelant ainsi, à l'instar de Cambourakis (2018), que la seule référence au concept est insuffisante pour témoigner de l'imbrication entre écologie et féminisme.

Suivant la chronologie des productions retenues, cet exercice permet de relever, selon les conjonctures du moment, les ancrages sur lesquels l'argumentaire féministe s'est appuyé pour camper sa critique des systèmes d'oppression et accorder une importance croissante aux préoccupations environnementales. Cette périodisation donne à voir la récurrence de l'idée d'interdépendance et d'une éthique du *care* défendant un développement économique du Québec viable pour les générations futures. L'argumentaire mobilisé sera davantage celui de la justice environnementale, compris comme le fait d'une discrimination spécifique en fonction d'une caractéristique ou de l'appartenance à un groupe social (Gagnon-Bouchard, 2019), dans le cas présent à l'endroit des femmes et des communautés autochtones. Les référents au capitalisme et au marché sont mobilisés comme des causes structurelles de la pauvreté et ayant des effets plus importants sur les femmes que sur les hommes (Galerand, 2009), et sur les communautés autochtones avec pour conséquence, une inégalité d'accès aux ressources et une atteinte aux droits humains.

Les discours entourant les rendez-vous des MMF et des EG ont donné lieu, selon les conjonctures politiques québécoises et les leaderships mobilisés, à une certaine valse dans la teneur matérialiste des discours et de l'analyse d'une oppression imbriquée des femmes et de la nature. En effet, au regard des productions analysées, les EG et la MMF 2015 ont été les seules occasions d'associer la division sexuelle du travail avec les principes d'interdépendance et de soutenabilité des écosystèmes. Outre ces deux moments, la division sexuelle du travail, l'enjeu central des rapports sociaux de sexe, y est faiblement traitée. Autrement, le cadrage altermondialiste de la Marche mondiale des femmes, de même que des considérations stratégiques conjoncturelles à la faveur de la solidarité des luttes, en campant une oppression commune pour l'ensemble des femmes, a pour effet d'attribuer la crise à un système capitaliste pensé comme système unique et cause structurelle de la pauvreté. Une telle articulation occulte non seulement la division sexuelle du travail et les rapports d'exploitation entre hommes et femmes, mais elle a par ailleurs pour effet d'occulter les contradictions entre les femmes elles-mêmes.

Cela dit, les discours de la MMF et des EG proposent un élargissement des champs classiques d'action du mouvement des femmes où le souci pour l'autre inclut la nature. Alors que c'est dans l'approche descriptive du *care* et de ses pratiques qu'apparaît sa dimension subversive, il importe maintenant de dévoiler les pratiques à l'œuvre qui témoignent du rapport situé des femmes à leurs conditions d'existence à l'aune d'une articulation écoféministe enracinée. Suivant l'axe de la MMF de 2020 où des inégalités et le vocable de la justice environnementale reviennent au premier plan et ouvrent des possibles pour la convergence des luttes, il sera intéressant de suivre, au courant de la prochaine décennie, comment cette piste deviendra propice à positionner une critique féministe de l'économie politique et d'enrichir un corpus écoféministe québécois.

L'autrice tient à remercier Isabelle Courcy, Laurie Gagnon-Bouchard et Elsa Galerand pour leurs judicieux commentaires à la rédaction de cet article et Marie-Noëlle Huet à la révision.

Bibliographie

- Asselin, Michèle et Pelchat, Marie. (2020). *Une histoire brève de la Marche mondiale des femmes*. Intersyndicale des femmes https://www.lacsq.org/wp-content/uploads/2020/12/Histoire-de-la-MMF_Web_v16oct2020.pdf
- Bauhardt, Christine. (2014). Solutions to the crisis? The Green New Deal, Degrowth, and the Solidarity Economy: Alternatives to the capitalist growth economy from an ecofeminist economics perspective. *Ecological Economics*, 102, (p. 60-68)
- Burgart Goutal, Jeanne. (2017). Un nouveau printemps pour l'écoféminisme? *Multitudes*, 67(2), (p. 17-28)
- Cambourakis, Isabelle. (2018). Un écoféminisme à la française? Les liens entre mouvements féministe et écologiste dans les 1970 en France. *Genre et Histoire*, 22(4). Récupéré au <http://journals.openedition.org/genrehistoire/3798>
- Canavan, Gerry, Klarr, Lisa et Vu, Ryan, traduit de l'anglais par Aurélien Blanchard. (2017). Le matérialisme incarné en action. Entretien avec Ariel Salleh. *Multitudes*, 67(2), (p. 37-45)
- Casselot, Marie-Anne. (2015, août). *Écoféminisme et nouveau matérialisme : similarités et tensions*. Présentation dans le cadre du CIRFF
- Casselot, Marie-Anne et Lefebvre-Faucher, Valérie (coord.). (2017). *Faire partie du monde : Réflexions écoféministes*. Éditions du remue-ménage
- Comby, Jean-Baptiste. (2015). *La Question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*. Raisons d'Agir
- Cook, Julie. (2016). La colonisation de l'écoféminisme par la philosophie. Dans Émilie Haché (coord.), *Reclaim : Recueil de textes écoféministes choisis et présentés par Émilie Haché* (p. 285-318). Éditions Cambourakis
- Coordination au Québec de la Marche mondiale des femmes [CQMMF]. (2015a). *Libérons nos corps, notre Terre et nos territoires : Outil d'éducation populaire, Marche mondiale des femmes 2015* http://cdeacf.ca/sites/default/files/editor/outil_education_populaire_mmf_2015.pdf
- Coordination au Québec de la Marche mondiale des femmes [CQMMF]. (2015c, octobre). *MMF: 4000 km pour construire des résistances et des solidarités féministes* [Communiqué] <http://www.cdeacf.ca/actualite/2015/10/13/mmf-4000-km-pourconstruire-resistances-solidarites>
- Coordination au Québec de la Marche mondiale des femmes [CQMMF]. (2020, mars). *Cahier de revendications 2020, Résistons pour vivre, marchons pour transformer* <http://cqmmf.org/documentation.html>
- Dengler, Corinna et Strunk, Birte. (2017). The monetized Economy versus Care and the environment: Degrowth perspectives on reconciling and antagonism. *Feminist Economics*
- Di Chiro, Giovanna. (2008). Living environmentalisms: coalition politics, social reproduction, and environmental justice. *Environmental Politics*, 17(2), (p.276-298)
- Di Chiro, Giovanna. (2014). Applying a feminist critique to environmental education. *Australian Journal of environmental education*, 30(1), (p. 9-16)
- Di Chiro, Giovanna. (2019). Care not growth: Imagining a subsistence economy for all. *The British Journal of Politics and International Relations*, 21(2), (p. 303-311)

- Dufour, Pascale. (2012). Refonder l'État et l'action publique. Les savoirs militants construits autour des mobilisations de la Marche mondiale des femmes de 2010. *Canadian Woman studies*, 29(3), (p. 142)
- Falquet, Jules. (2002). *Écologie : Quand les femmes comptent*. L'Harmattan
- Fédération des femmes du Québec [FFQ]. (2013, novembre). *Cahier du Forum. États généraux du féminisme*. Fédération des femmes du Québec
- Federici, Silvia. (2014). *Caliban et la sorcière : femmes, corps et accumulation primitive*. Entremonde
- Gagnon-Bouchard, Laurie. (2019). Quand l'économie écologique dé-nature la justice environnementale. *VertiGo*, 19(1). <https://id.erudit.org/iderudit/1065420ar>
- Galerand, Elsa. (2009). Contradictions de sexe et de classe la marche mondiale des femmes de 2000. Dans Olivier Fillieule *et al.* (dir.), *Le sexe du militantisme* (chap. 9). Presses de Sciences Po
- Gandon, Anne-Line. (2009). L'écoféminisme : une pensée féministe de la nature et de la société. *L'écologie*, 22(1).(p. 5-25) <https://doi.org/10.7202/037793ar>
- Gay, Vincent. (2017, 28 février). (Re)découvrir l'écoféminisme. Entretien avec Émilie Hache et Isabelle Cambourakis. *Contretemps. Revue de critique communiste*. <https://www.contretemps.eu/redécouvrir-ecofeminisme/>
- Gendron, Corinne. (2014). Beyond environmental and ecological economics: proposal for aneconomic sociology of the environment. *Ecological Economics*, 105, 244. (p. 240-253) <https://archipel.uqam.ca/12734/1/Beyond%20environmental%20and%20ecological%20economic.s.pdf>
- Gramme, Sophie. (2016). *Genre et changement climatiques. Analyse de la vulnérabilité à partir des rapports sociaux de sexe* [Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal].<https://archipel.uqam.ca/8792/>
- Haché, Émilie. (coord.). (2016). *Reclaim : Recueil de textes écoféministes, choisis et présentés par Émilie Haché*. Éditions Cambourakis.
- Larrère, Catherine. (2012). Féminisme écolo ou écologie féministe. *Tracés : Revue de Sciences humaines*, 22 (p. 105-121) <https://doi.org/10.4000/traces.5454>
- Larrère, Catherine. (2015). La nature a-t-elle un genre ? Variétés d'écoféminisme. *Les cahiers du genre*, 2(59). (p. 103-125) <https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2015-2-page-103.htm>
- Laugier, Sandra. (2015). Care, environnement et éthique globale. *Les cahiers du genre*, 2(59), (p. 127-152) <https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2015-2-page-127.htm>
- Laugier, Sandra, Falquet, Jules et Molinier, Pascal. (2015). Genre et inégalités environnementales : Nouvelles menaces, nouvelles analyses, nouveaux féminismes. *Les cahiers du genre*, 2(59), 5-20, <https://doi.org/10.3917/cdge.059.0005>
- Marche mondiale des femmes [MMF]. (2014, novembre). Texte de réflexion pour la MMF 2015. Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes. <http://www.cathii.org/sites/www.cathii.org/files/Texte-de-r%C3%A9flexion-CQMMF-2015.pdf>

Martinez-Alier, Juan. (2012). Environmental Justice and Economic Degrowth: An Alliance between Two Movements. *Capitalism, Nature, Socialism*, 23, 51-73.

Merchant, Carolyn. (1981, juin). *Earthcare. Women and the environmental movement*. Routledge.

Mies, Maria. (1998). *Patriarchy and accumulation on a world scale. Women in the international division of labor*. Zed Books Ltd.

Mies, Maria et Shiva, Vandanna. (1998). *Écoféminisme*. L'Harmattan.

Moreno, Tica (2023). Écoféminisme Matérialiste; Entretien avec Ariel Salleh. *Capire*, avril 2023. <https://capiremov.org/fr/entrevue/ecofeminisme-materialiste-entretien-avec-ariel-salleh/>

Perkins, Patricia Elaine . (2001). *Feminist ecological economics*. Socioeco.org., (p. 1-10) https://base.socioeco.org/docs/doc-88_en.pdf

Perkins, Patricia Elaine. (2007). Feminist ecological economics and sustainability. *Journal of Bioeconomics* 9, (p.227-244).

Raby, Julie. (2022) Étude des enjeux de la prise en compte d'une perspective écologique au sein des discours du mouvement des femmes québécois. Mémoire. Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, Maîtrise en sociologie. Juin 2022, <http://archipel.uqam.ca/id/eprint/15541>

Rochette, Annie, Gramme, Sophie et Lavigne Lebus, Florence. (2013). *L'intégration du genre dans la lutte aux changements climatiques au Québec*. Service aux collectivités de l'UQAM, Réseau des femmes en environnement et Protocole UQAM/Relais-femmes, Université du Québec à Montréal.

Salleh, Ariel. (2012). RIO +20 et l'économie verte : Les technocrates, les méta-industriels, le Forum social mondial et Occupy. *Mouvements*, 70(2), 83-98. <https://doi.org/10.3917/mouv.070.0083>

Salleh, Ariel. (2016). Pour un écoféminisme international. Dans É. Haché (coord.), *Reclaim : Recueil de textes écoféministes, choisis et présentés par Émilie Haché*. (p. 343-367) Éditions Cambourakis

Tronto, Joan. (2009). Un monde vulnérable : Pour une politique du care. La Découverte